



OSPO

OPEN SCHOLARSHIP POLICY OBSERVATORY



Recommandations politiques pour le libre accès aux données de recherche en Europe (RECODE)

by Caroline Winter | 1 December 2017 | French, Observations, Observations and Responses | 0 comments



Read this in English

Cet article a été écrit par Alyssa Arbuckle.

En bref

Titre	Recommandations politiques pour le libre accès aux données de recherche en Europe (RECODE)
Créateurs	RECODE Project Consortium
Date de publication	2014

En 2014, le projet RECODE a publié ses recommandations stratégiques pour la mise en oeuvre du libre accès et la gestion efficace des données numériques de recherche, ainsi que des recommandations plus ciblées pour les parties prenantes individuelles. Le projet RECODE est un partenariat FP7 financé par l'Union européenne et composé de [Trilateral Research & Consulting](#), le groupe e-Humanities de KNAW (maintenant en transition), l'[Université de Sheffield](#), la fondation [Stichting LIBER](#), le [Centre national de documentation](#), le [Conseil National de Recherche d'Italie](#), l'[Institut Biekings de technologie](#) et la [presse de l'Université d'Amsterdam](#). Dans le document, « Recommandation politiques pour le libre accès aux données de recherche en Europe » (Policy Recommendations for Open Access to Research Data in Europe), les auteurs soumettent que qu'il y a une absence d'un écosystème cohérent pour les données ouvertes ; et un manque d'attention à la spécificité des pratiques de recherche, des processus et des collectes de données (3). Leurs recommandations visent à remédier à ces problèmes. Il est à noter que les recommandations sont maintenant disponibles sur leur site Web :

<https://www.hrionline.ac.uk/recode/>.

L'impact de ce rapport a principalement été observé en Europe, et la Commission européenne a fait la promotion des recommandations [via leur site web](#) et leur [compte Twitter](#). Bien qu'il y ait eu un soutien positif dans les communautés de l'accès ouvert et des données ouvertes, en particulier en Europe, il est trop tôt pour dire si les recommandations ont été adoptées ou non. Quoi qu'il en soit, le soutien public de la Commission européenne et de groupes comme OpenAIRE est de bon augure pour la possibilité de mise en oeuvre.

Nous pouvons comparer les recommandations axées sur l'Europe avec les efforts semblables au Canada. Bien que le projet RECODE propose des recommandations ciblées pour les bailleurs de fonds, les instituts de recherche, les gestionnaires de données et les éditeurs, ils suggèrent également les recommandations globales suivantes (l'accent est le nôtre) :

1. Développer des politiques alignées et complètes pour le libre accès aux données de recherche ;
2. Assurer un financement approprié pour le libre accès aux données de recherche ;
3. Créer des politiques et des initiatives qui offrent aux chercheurs des récompenses pour le libre accès à des données de haute qualité ;
4. Identifier les principales parties prenantes et les réseaux pertinents et encourager le travail en collaboration pour un écosystème durable permettant un libre accès aux données de recherche ;
5. Planifier la conservation durable et la préservation des données en libre accès à long terme ;
6. Développer des solutions techniques et d'infrastructure compréhensives et collaboratives qui permettent le libre accès et une conservation à long terme des données de recherche de haute qualité ;
7. Développer des normes de qualité techniques et scientifiques pour les données de recherche ;
8. Exiger l'utilisation de cadres de licences ouverts harmonisés ;
9. Traiter systématiquement les questions juridiques et éthiques découlant du libre accès aux données de recherche ;
10. Soutenir la transition vers l'ouverture des données de recherche à travers le développement du curriculum et la formation.

Toutes ces recommandations pourraient s'appliquer à l'écosystème numérique au Canada et contribueraient grandement à faire progresser la recherche ouverte à l'échelle nationale. En effet, le gouvernement du Canada a publié une « [Déclaration de principes des trois organismes sur la gestion des données numériques](#) » en 2016 qui reconnaît plusieurs des mêmes problèmes que le projet RECODE. Au lieu de formuler des recommandations, le gouvernement du Canada fournit une liste d'attentes et définit

les responsabilités des chercheurs, des milieux de la recherche, des établissements de recherche et des bailleurs de fonds de la recherche. Il existe de nombreux domaines de chevauchement, en particulier par rapport à l'importance d'adhérer aux normes de gestion des données, de traiter les questions éthiques et juridiques et de développer des stratégies complètes de gestion des données. Mais il y a aussi des points de divergence. Par exemple, dans le document canadien, le libre accès aux données de recherche n'est pas considéré comme une référence obligatoire. Au lieu de cela, les auteurs suggèrent que

Toutes les données doivent être gérées, mais il n'est pas nécessaire de partager ou de préserver toutes les données. Il faut tenir compte des coûts et avantages lors du processus de planification de la gestion des données (s.p).

Cette affirmation est faite malgré le fait que le document souligne les avantages de l'accès public aux données de recherche et attire l'attention sur le « [Plan d'action du Canada pour un gouvernement ouvert](#) » de 2014 et la « [Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications](#) » de 2015 comme documents fondamentaux. Parmi les autres recommandations notables du projet RECODE qui ne sont pas abordées dans le document canadien, mentionnons les licences ouvertes, la formation des gestionnaires de données et la garantie d'un financement approprié pour le libre accès aux données de recherche. Dans l'ensemble, le matériel du projet RECODE est davantage axé sur les idéaux de bourses ouvertes, tandis que la déclaration du gouvernement du Canada met l'accent sur des lignes directrices pragmatiques et offre une approche plus souple pour la gestion et le partage des données de recherche.

Liste de références

Gouvernement du Canada. 2014. *Plan d'action du Canada pour un gouvernement ouvert*. Ottawa.
<http://ouvert.canada.ca/fr/contenu/plan-daction-du-canada-gouvernement-ouvert-2014-2016#True>

—. 2015. *Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications*. Ottawa.
http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_F6765465.html

—. 2016. *Déclaration de principes des trois organismes sur la gestion des données numériques*. Ottawa.
http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_83F7624E.html

RECODE Project Consortium. 2014. *Policy Recommendations for Open Access to Research Data*.
http://recodeproject.eu/wp-content/uploads/2015/01/recode_guideline_en_web_version_full_FINAL.pdf

Search



Archives

Categories

Community News

English

French

Observations

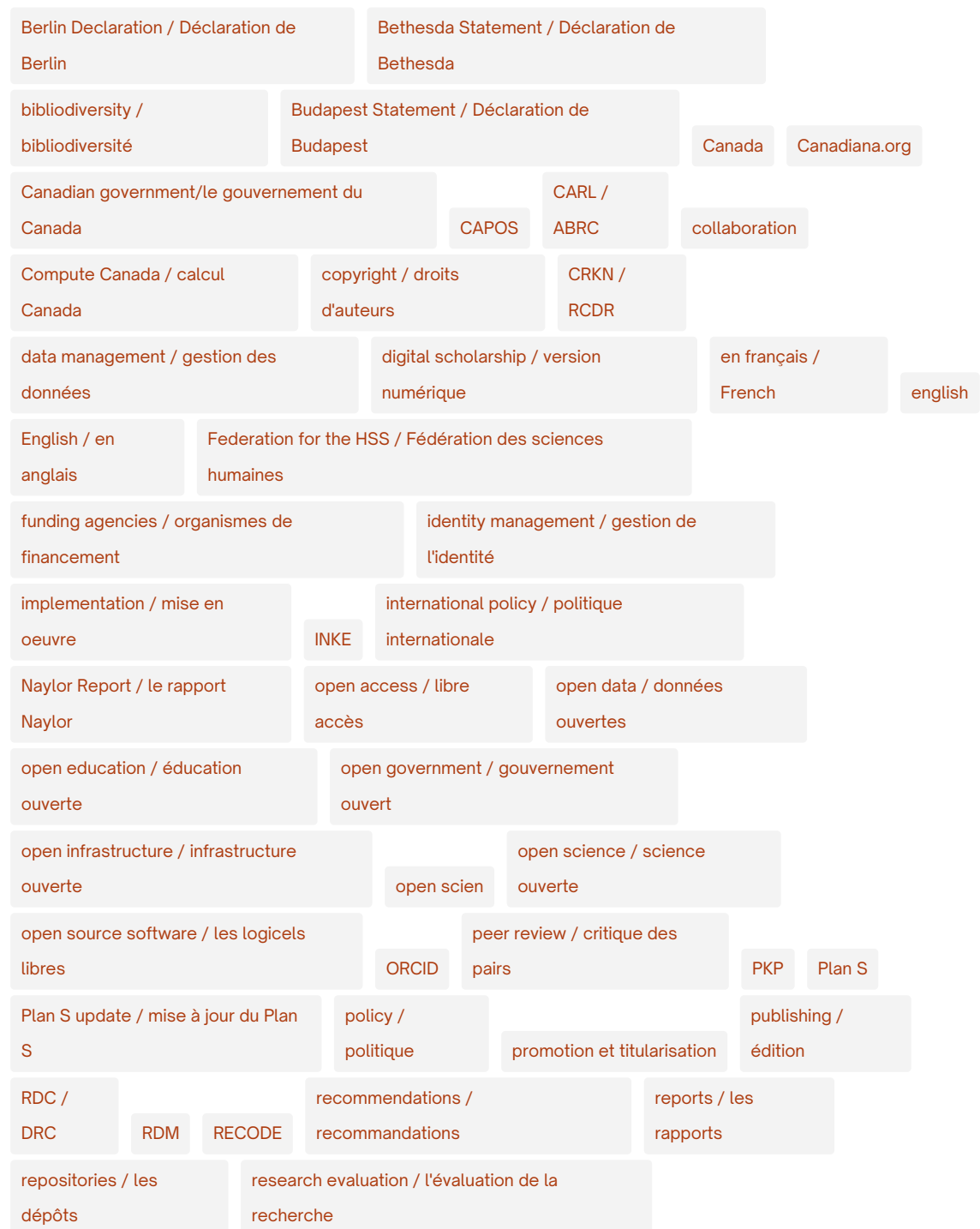
Observations and Responses

Policies

Responses

Uncategorized

Tags



research evaluation / évaluation de la
recherche

research libraries / les bibliothèques de
recherche

research output / les résultats de la
recherche

RPT /
révision

scholarly communication / la communication
savante

SFU Library /
Bibliothèque

social media / les médias
sociaux

Tri-Agency / des trois
organismes

UK

UK / Royaume-
Uni

UNESCO

UVic

Libraries

Érudit



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International License](#).

